

## ÉNERGIE

# Présidence de RTE : une nomination stratégique dans un contexte politique explosif

**Peu connu du grand public, le gestionnaire du réseau de transport d'électricité RTE joue pourtant un rôle clé dans le quotidien des Français et dans la politique énergétique du pays. À l'heure où sa présidence doit être renouvelée, la perspective d'un parachutage de l'Élysée suscite des interrogations sur la crédibilité et l'impartialité de ses travaux dans un contexte politique très tendu.**

JULIETTE RAYNAL

**Q**ui prendra les rênes de RTE alors que son actuel président, Xavier Piechaczyk, est en partance pour la RATP ? Depuis la rentrée 2026, cette question agite le secteur de l'énergie. Pour le grand public, en revanche, elle passe presque inaperçue : la plupart des Français ignorent même l'existence de RTE, le gestionnaire responsable du réseau de transport d'électricité.

Une discrétion qui tranche avec la notoriété des autres grands acteurs de l'énergie. En France, EDF, Engie et TotalEnergies sont des noms familiers, connus de tous. Même Enedis, le gestionnaire du réseau de distribution d'électricité, bénéficie (en partie malgré lui) d'une certaine visibilité à la suite des polémiques entourant le déploiement des compteurs connectés Linky. À l'inverse, RTE reste largement méconnu. Et pourtant, derrière ce sigle de trois lettres, se cache une entreprise qui joue un rôle fondamental dans le quotidien des Français, souvent sans qu'ils ne s'en rendent compte.

## Un rôle éminemment technique et stratégique

RTE opère un réseau de plus de 100 000 kilomètres de lignes à haute tension, ces câbles suspendus aux immenses pylônes que l'on aperçoit parfois aux bords des routes ou entre deux hangars d'une zone commerciale. C'est, lui aussi, qui s'assure que la production électrique soit, en permanence, égale à l'électricité consommée.

Un équilibre indispensable pour que l'électricité puisse être délivrée chaque seconde. C'est également RTE qui développe les interconnexions électriques avec les pays voisins et qui se charge de connecter au réseau les plus grandes installations industrielles et les nouvelles centrales de production électriques les plus puissantes, qu'il s'agisse de centrales nucléaires ou de sites éoliens offshore.

Mais sa mission ne s'arrête pas aux seules opérations techniques et d'ingénierie. RTE joue aussi un rôle clé dans la définition du mix énergétique de demain. Ses études prospectives, comme *Les futurs énergétiques 2050* et *Les Bilans prévisionnels*, visent à éclairer les décideurs politiques à moyen et long terme sur les différents chemins permettant de décarboner le pays alors que la consommation énergétique de la France dépend encore à 60 % des énergies fossiles.

Si sous la mandature de Xavier Piechaczyk, ces travaux ont pris une place bien plus importante que par le passé, ces derniers sont aussi critiqués. À quelques semaines de son départ, le dirigeant a en effet présenté une mise à jour du bilan prévisionnel, dont les précédentes trajectoires, très optimistes, ont été remises en question par une croissance atone de la demande électrique. Une autre actualisation est particulièrement attendue : fin 2026, RTE doit présenter ses nouveaux scénarios à l'horizon 2050. Lesquels devraient s'imposer comme un élément structurant du débat énergétique et, à ce titre, influencer la campagne présidentielle de 2027. « Personne ne peut contester les calculs de RTE, ce sont les seuls à disposer des modèles mathématiques et du savoir-faire. Ce qui est plus contestable, en revanche, ce sont les hypothèses retenues », pointe une personnalité du secteur. « C'est la question du cadrage qui pose question », abonde un autre expert.

## Une extrême politisation des débats énergétiques

En parallèle, les débats autour de la politique énergétique du pays se sont extrêmement politisés, en témoignent les deux ans et demi de retard qu'a pris la publication du

décret relatif à la feuille de route énergétique du pays (la fameuse PPE pour programmation pluriannuelle de l'énergie) en raison d'affrontements permanents entre les antinucléaires et les anti-renouvelables. Au point que le texte a régulièrement été pris en otage par le Rassemblement national. Le parti d'extrême droite brandissant à plusieurs reprises la menace d'une censure du gouvernement si la PPE accordait trop de place à l'éolien et au solaire.

Dans ce contexte, on comprend pourquoi la nomination du successeur de Xavier Piechaczyk agite tant les débats dans la sphère énergétique. Aujourd'hui, c'est surtout la piste d'un parachutage qui interroge, comme le soulignaient un récent article de *Contexte*. Alors qu'Émilie Piette, actuelle secrétaire générale adjointe de l'Élysée, semblait être la candidate favorite, « il semble y avoir un mouvement de recul », rapporte à *La Tribune* un fin connaisseur du secteur. Au sein de la filière, on pousse, en effet, pour un candidat moins politisé, plus neutre afin « de garantir l'impartialité et la crédibilité des études ».

## Un parachutage risqué

Dans cette optique, le candidat interne, Thomas Veyrenc, numéro 2 de RTE, celui à qui on reprochait justement de manquer d'appui politique, semble finalement tirer son épingle du jeu. « Thomas Veyrenc est un excellent candidat, il connaît parfaitement la maison et Xavier Piechaczyk l'a beaucoup préparé », fait valoir un expert du secteur. « Émilie Piette est également une candidate légitime pour ce poste, mais avec le parlement surchauffé ce choix est très risqué », ajoute cette même source. « Désigner quelqu'un en provenance de l'Élysée, à un an et demi de la fin d'un deuxième mandat, ce serait très osé. Si elle accédait au poste, Émilie Piette serait immédiatement sous le feu des critiques, alors qu'il y a un vrai besoin de sérénité », ajoute une personnalité de la filière. Quant à Sophie Murlon, actuellement à la tête de la Direction générale de l'énergie et du climat (DGE), et également en lice pour ce poste, « elle porte l'héritage de deux PPE », soulignent plusieurs observateurs. « Il faut à la tête de RTE une personne en capacité de dia-



RTE emploie désormais plus de 10 000 salariés. Ici, son siège social, situé dans le quartier de la Défense à Paris. AFP - DANIEL PERRON / HANS LUCAS

loguer avec l'ensemble des parties prenantes. Nommer Sophie Murlon, qui a dirigé une administration pendant les deux quinquennats d'Emmanuel Macron, cela risque d'être compliqué», anticipe un spécialiste du secteur.

Outre le choix entre les trois candidats en compétition, ces débats soulèvent la question de la méthode. Plusieurs administrateurs du conseil de surveillance de RTE tiennent, en effet, sur le processus de recrutement. « Je ne critique pas la qualité des candidats putatifs. Mais nous aimerions avoir l'opportunité d'échanger en amont avec eux de manière à, au moins, donné un avis », rapportait récemment l'un d'eux à *La Tribune*. En théorie, selon l'article L 111-30 du code de l'Énergie, (qui fixe les règles de neutralité et d'indépendance pour les dirigeants des sociétés gestionnaires de réseaux de transport), il revient au conseil de surveillance de proposer un candidat à la Commission de régulation de l'énergie (CRE) et au mi-

nistre chargé de l'Énergie. Ce dernier peut retenir le nom proposé et renvoyer la balle au conseil de surveillance, qui procède au vote. Mais dans les faits, le rôle du conseil est totalement vidé de sa substance tant cette nomination reste politique. Loin du Conseil de surveillance de RTE, les auditions sont orchestrées par Alexis Zajdenweber, le patron de l'Agence de participation de l'État.

Le poids de l'État (actionnaire à 100 % d'EDF, lequel est le producteur dominant dans l'Hexagone) dans ce processus de nomination montre que la France ne « prend pas au sérieux les dispositions du code de l'Énergie et de la directive européenne de 2009 », déplore un expert. Ce mélange des genres n'est pas nouveau. Déjà en 2015, l'exécutif avait propulsé à la tête de RTE le député socialiste François Brottes. Xavier Piechaczyk, lui-même, est arrivé en 2015 au sein du directoire directement depuis l'Élysée, où

il occupait alors le poste de conseiller énergie, environnement, transports et logement de François Hollande. « Mais il a passé d'abord cinq ans au sein du directoire avant d'en prendre la présidence », nuance-t-on aujourd'hui. Il n'empêche, à l'époque, son arrivée suscite la suspicion. « Dans une entreprise comme la nôtre, très industrielle et très technique avec des enjeux nationaux, cela interpelle forcément lorsqu'un patron ou un adjoint est nommé alors qu'il connaît très peu le fonctionnement de la maison », se remémore un administrateur. Lequel salue, aujourd'hui, « la qualité du travail engagé et sa connaissance fine du système électrique ».

#### Un changement d'échelle sous Xavier Piechaczyk

En interne, plusieurs réussites sont attribuées à Xavier Piechaczyk, resté cinq ans président du directoire. « L'entreprise a changé d'échelle sur le plan industriel, »





... avec des investissements en forte hausse », souligne un administrateur du conseil de surveillance. De 1,3 milliard d'euros en 2015, ils ont presque triplé pour flirter avec les 3,4 milliards d'euros en 2025. L'enveloppe pourrait même atteindre les 6 milliards à l'horizon 2030. « Les effectifs, eux, sont passés de quelque 8 000 salariés à plus de 10 000 », relève un autre administrateur. « Sur la question de l'emploi, il n'y a pas à rougir ».

Certains experts du secteur se montrent toutefois bien plus critiques sur son bilan industriel. « Ce que l'on peut lui reprocher c'est son obsession pour son plan à 100 milliards d'euros d'investissements. Xavier Piechaczyk a beaucoup axé son action sur le développement du chiffre d'affaires de RTE, qui repose sur le Turpe et les échanges internationaux via les interconnexions. Or ces développements se reflètent sur la facture d'électricité. Ce qui pénalise les consommateurs à l'heure où, au contraire, il faudrait baisser les prix pour encourager l'électrification des usages. C'est contradictoire avec l'objectif de décarbonation », regrette une personnalité du secteur de l'énergie. « Xavier Piechaczyk a adopté une

posture de chef d'entreprise, alors que RTE, bien que constituée en société anonyme, n'est pas une entreprise comme les autres. Son rôle social est d'assurer le transport de l'électricité, ce qui relève d'une forme de délégation de service public. RTE se trouve en situation de monopole et n'est pas en concurrence avec d'autres acteurs, y compris à l'international. Dès lors, son principal critère d'évaluation devrait être la qualité de la fourniture d'électricité », ajoute-t-il.

#### Des investissements qui pèseront sur la facture d'électricité

Dans les faits, le plan d'investissements de RTE, conjugué à celui d'Enedis, soit environ 190 milliards d'euros à l'horizon 2040, entraînera mécaniquement une hausse de la facture d'électricité. Selon les calculs de la CRE, effectués sur cette hypothèse d'investissements, le Turpe (le prix que les consommateurs paient pour utiliser le réseau électrique, une sorte de péage en somme) devrait être en hausse de l'inflation + 1%, chaque année, et ce jusqu'en 2040. Ce qui, malgré les apparences, est loin d'être anecdotique.

Toutefois, le régulateur, dans une délibération attendue début février, pourrait demander de revoir à la baisse ce plan d'investissements au regard des nouvelles hypothèses de croissance de la demande électrique. Par ailleurs, d'autres experts du secteur se montrent bien plus nuancés. « À l'époque des travaux portant sur Les Futurs Énergétiques 2050, les trajectoires de demande d'électricité ont été poussées par EDF qui cherchait à justifier son programme de nouveaux réacteurs EPR 2. Ces trajectoires n'ont pas été challengées plus que ça par l'exécutif qui était très focalisé sur son discours de décarbonation. Cela supposait un monde où il fallait énormément investir dans les réseaux. RTE a fait ce qu'on lui a dit de faire. Aujourd'hui, Xavier Piechaczyk apparaît donc comme le coupable parfait, alors, qu'en réalité, c'est tout le système qui a orchestré ces choix », observe une source, à l'époque, proche de l'exécutif. Son départ vers la RATP, qui doit encore être approuvé par les parlementaires, marque la fin d'un chapitre. Une chose est sûre, son ou sa successeur(e) héritera d'un équilibre fragile, où chaque publication et décision fera l'objet de toutes les attentions. **LT**

# Les experts

AVEC RAPHAËL LEGENDRE

DU LUNDI AU VENDREDI À 10.00

En direct, à la radio, à la télévision et sur le digital  
En replay et en podcast  
sur [www.bfmbusiness.com](http://www.bfmbusiness.com)

**BFM**  
BUSINESS

**LA TRIBUNE**

